



Poutine inaugure le gigantesque pont qui relie la Crimée à la Russie

Le pont, long de 19 km, est une prouesse technique, mais aussi historique. En effet, aussi bien le tsar Nicolas II que Staline avaient projeté de construire ce pont, mais n'avaient pu le faire. Le pont de Crimée doit permettre de réduire l'isolement tant géographique qu'économique de la Crimée. La construction du pont a été considérée comme illégale par la Cour de justice de l'Union européenne, pour qui cela représente une violation de l'intégrité de l'Ukraine.

Source : [Huffington Post \(15 mai\)](#)

Ce pont, hautement symbolique, relie physiquement la Crimée à la Russie, rattachée à la suite du référendum d'autodétermination en 2014. Certains ont du mal à l'accepter et un journal américain a même encouragé [les Ukrainiens à le détruire](#). La France aurait d'ailleurs tout intérêt à reconnaître le rattachement de la Crimée à la Russie. Rappelons en effet que cette péninsule est peuplée de façon très majoritaire par des Russes depuis la fin du XVIIIe siècle et qu'elle n'a jamais appartenu à l'Ukraine dans son histoire, sauf entre 1954 et 2014 par la seule volonté de Khrouchtchev et dans le cadre de l'URSS. Rappelons aussi que la Crimée compte le seul port de la marine russe en eaux chaudes et qu'elle donne accès à la Méditerranée aux forces navales de la 2e puissance militaire du monde. Dans ces conditions, réclamer la restitution de la Crimée à l'Ukraine revient à s'enfermer dans une posture de déni absurde et qui ne débouchera sur rien d'autre qu'une brouille avec la Russie qui ne se défera jamais de la Crimée.

France

La SGAE, la discrète administration qui vole aux Français leur démocratie

Le Secrétariat général des affaires européennes : un cabinet dont on parle peu mais dont le rôle est pourtant très important, puisque c'est l'organe qui supervise l'application des décisions européennes en droit français – et ce indépendamment des choix électoraux du peuple français.

Source : [UPR \(19 mai\)](#)

Gironde : un maire socialiste ne souhaite plus voir le drapeau de la France libre

Un adhérent de l'UPR, habitant de Sainte-Terre, en Gironde, a accroché à sa fenêtre un drapeau français à croix de Lorraine. Selon le journal *le Figaro*, le maire socialiste de cette bourgade de 2000 habitants souhaite prendre un arrêté pour l'interdire !

Source : [Valeurs actuelles \(19 mai\)](#)

La haine de la nation et de la France inculquée depuis des années afin de « faire l'Europe » est détestable. L'UPR, parti de libération nationale, soutient cet adhérent, du domicile duquel le maire veut faire retirer le drapeau de la France libre. Notre adhérent est le premier à participer à la grande campagne que lance l'UPR pour paviser la France de drapeaux de la France Libre ([désormais en vente dans notre Boutique UPR](#))



La France agit pour contenir l'endettement des grandes entreprises

Le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) a décidé vendredi de limiter l'exposition des six principales banques françaises aux grandes entreprises les plus endettées afin de contenir la montée de l'endettement des acteurs privés en France.

Source : [la Tribune \(11 mai\)](#)

Depuis la crise des subprimes et la faillite de Lehman Brothers, peu de choses ont été mises en place pour éviter la nouvelle émergence de bulles financières démesurées, mettant en danger l'économie planétaire toute entière. Cette mesure va dans le bon sens. Mais afin de préserver l'économie réelle de la spéculation, il conviendrait déjà de séparer les activités entre banques de dépôt et banques d'affaires – ce que propose l'UPR, mais ce qu'aucun gouvernement depuis 2007 n'a eu le courage de faire.

Les pistes de Bercy pour réduire les aides sociales

Selon une note interne de la direction du Budget, Bercy étudie des réductions des dispositifs d'aide aux ménages et aux personnes démunies, notamment aux handicapés, afin de soulager le budget de l'État. Sont concernées en particulier l'allocation personnalisée pour l'autonomie, les aides personnelles au logement et les bourses sur critères sociaux.

Source : [le Monde \(18 mai\)](#)

Sous la pression de Bruxelles, Bercy est devenu une machine à faire des économies. Jusqu'à quand les Français accepteront-ils la casse sociale liée à notre appartenance à l'Union européenne et à l'euro ?

France – La loi de l'argent, des copains et des coquins

Feu vert à Total sur l'huile de palme : le triste renoncement de Hulot

Tant pis pour la planète : pour faire plaisir à Total, mais aussi à la Malaisie et à l'Indonésie, le ministre autorise l'importation de 300 000 tonnes par an de ce produit décrié.

Source : [l'Obs \(17 mai\)](#)



Fraude fiscale : le verrou de Bercy encadré plutôt que supprimé ?

Le « verrou de Bercy » attribue le monopole des poursuites pénales au ministère du Budget. Une proposition de loi socialiste qui demandait sa suppression a été refusée par le Sénat.

Source : [la Tribune \(16 mai\)](#)

Bien loin des promesses de moralisation de la vie politique, on reste dans les petits arrangements entre amis lorsqu'il s'agit de la fraude fiscale des puissants. Le ministre allant même jusqu'à avouer sans honte : « Il ne me semble pas que la fonction principale de l'administration fiscale soit de condamner les gens mais de récupérer l'impôt. » Il est donc clair que la loi n'est pas faite pour punir les puissants.

Malgré sa condamnation, Jérôme Cahuzac n'ira pas en prison

L'ancien ministre du Budget, qui avait des comptes cachés à l'étranger, a été condamné à quatre ans de prison, dont deux avec sursis et 300 000 euros d'amende. Selon les recherches d'un avocat, il n'y a jamais eu de peine de prison ferme pour des fraudeurs de cet acabit. Les peines inférieures à deux ans ferme sont aménageables, et Jérôme Cahuzac devrait bénéficier de ce dispositif et éviter la prison.

Source : [le Figaro \(15 mai\)](#)

Extraordinaire contraste entre l'immense mansuétude envers les puissants pour les rares fois où ils finissent par se faire prendre et [les pauvres SDF qui prennent de la prison ferme pour avoir volé du riz](#). Jusqu'à quand, les Français, peuple égalitaire, accepteront-ils ces privilèges scandaleux ?

Un rapport d'Oxfam étale l'indécente absorption des richesses par les actionnaires du CAC 40

Depuis 2009, plus des deux tiers (67,4 %) des bénéfices du CAC 40 ont été reversés aux actionnaires. Si les entreprises du CAC 40 avaient maintenu en 2016 le même niveau de dividendes qu'en 2009, chaque employé de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
ces entreprises aurait pu bénéficier de plus de 2.000 euros supplémentaires par an en moyenne.

Source : [Marianne \(14 mai\)](#)

Les traités et directives européens favorisent largement les très grandes entreprises au détriment des PME. Dans un contexte de chômage (lié à notre monnaie qui est trop forte et à l'impossibilité dans l'UE de lutter contre les délocalisations), le chantage à l'emploi fait que les salaires stagnent.

France – Syndicalisme et conditions de travail

La CFDT fait disparaître près de 30 % de ses adhérents avant son congrès

Selon la nouvelle méthode de dénombrement adoptée après le dernier congrès, la centrale comptait 623.802 adhérents en 2017, contre 860 243 en 2012.

Source : [le Monde \(16 mai\)](#)

Pourquoi ne pas afficher en temps réel le nombre des adhérents statutaires, comme le fait l'UPR ?

CGT : des dizaines de milliers d'adhérents en moins en quatre ans

La CGT, qui a perdu 30 000 adhérents entre 2012 et 2016, n'a pas été capable d'endiguer cette baisse. Bien au contraire : en pleine contestation sociale, il semblerait même que le phénomène se soit accéléré.

Source : [BFM TV \(16 mai\)](#)

Depuis plusieurs décennies, ces syndicats, [membres du CES et financés par l'UE](#), sont les supplétifs des européistes (ils avaient appelé à voter oui en 2005) et donc de la finance. Et maintenant que les grands prédateurs sont passés à la phase finale de leur projet de démantèlement du service public et des entreprises publiques, les salariés commencent à comprendre que leurs syndicats, au minimum, ne servent à rien et sont peut-être même complices des prédateurs.



Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT.

Suicide des agriculteurs : le gouvernement fait « marche arrière »

La Coordination rurale, deuxième syndicat agricole, a accusé aujourd'hui le gouvernement de faire « marche arrière » sur la prévention du suicide des agriculteurs en cessant de financer l'aide au répit, qui permet aux paysans en burn-out de partir en vacances.

Source : [le Figaro \(16 mai\)](#)

Pour réduire les suicides, il faut sortir des logiques hyper-productivistes imposées par les politiques européennes ([article 39 TFUE](#)) et promouvoir une agriculture traditionnelle et familiale.

Le gouvernement veut autoriser les taxis amateurs dans les campagnes

Le gouvernement s'apprête à autoriser des conducteurs amateurs à transporter des clients contre rémunération : une activité que la loi réserve aujourd'hui aux seuls chauffeurs professionnels, les taxis et les VTC.

Source : [la Dépêche \(15 mai\)](#)

Il s'agit là d'une [nouvelle ubérisation d'une profession réglementée](#), montrant le zèle du gouvernement à appliquer les [GOPÉ](#).

Zone euro

Italie : la nouvelle coalition demande l'exemption de 250 milliards d'euros de dette

Elle demande aussi la renégociation des contributions à l'UE, ainsi que la fin des sanctions envers la Russie.

Source : [EU Observer \(16 mai\)](#) – en anglais

Le montant de la dette à révoquer a de quoi faire vaciller l'euro ! Parmi les projets de cette nouvelle coalition, on trouve aussi la mise en circulation d'une monnaie parallèle qui pourrait sonner le glas de l'euro.



Les deux dirigeants de la nouvelle coalition gouvernementale italienne : Luigi Di Maio - du Mouvement 5 étoiles (M5S) - et Matteo Salvini - de la Ligue.

Budget propre ou fin de la zone euro : l'ultimatum de la France à l'Allemagne

La zone euro ne survivra pas à l'absence de réforme, assure le ministre de l'Économie français, faisant monter la pression sur l'Allemagne à quelques semaines d'un Conseil européen crucial. Or les discussions avec le partenaire d'outre-Rhin achoppent.

L'Allemagne, prise au [piège de la divergence des soldes Target 2](#), refuse toute idée de mutualisation des dettes : elle ne veut pas devoir payer pour les pays du Sud. Les événements ne cessent, encore une fois, de valider a posteriori toutes les analyses faites depuis 11 ans par François Asselineau, Vincent Brousseau et l'UPR !

L'Allemagne propose une voie de sortie de l'euro, pour se protéger elle-même

L'Allemagne est prise à la gorge par les soldes Target 2 : la Bundesbank a en effet 900 milliards d'euros de crédits, que l'on peut qualifier de toxiques, envers les pays du sud de l'Europe. Aujourd'hui, ces créances sont immédiatement exigibles en cas de sortie d'un pays de la zone euro. L'Allemagne cherche donc une échappatoire et, grâce à l'instauration d'une clause de sortie de l'euro, d'un « Fonds monétaire européen » et d'un ministre unique pour la zone euro, souhaite rendre négociable le paiement des soldes Target 2... ce qui du point de vue de l'Italie, par exemple, n'est certainement pas souhaitable.

Source : [UPR \(16 mai\)](#)

Europe

Royaume-Uni : le gouvernement nationalise des lignes ferroviaires déficitaires

La privatisation de l'exploitation des chemins de fer a été réalisée au milieu des années 1990 au Royaume-Uni. Ses résultats sont très controversés, les travaillistes et les syndicats mettant en avant les surcoûts, les retards et dysfonctionnements liés au saucissonnage de l'exploitation en une multitude de compagnies privées.

Source : [Challenges \(16 mai\)](#)

Après le vote du Brexit, le Royaume-Uni, pourtant pays libéral, montre qu'il y a un intérêt à nationaliser certains secteurs, ce qui lui serait interdit si le pays n'était pas en train de sortir de l'UE. En France, l'UPR veut renationaliser tous les grands réseaux d'État.

Hongrie : la fondation Open Society du milliardaire George Soros quitte le pays

En février dernier, le parti de Viktor Orbán a soumis au Parlement une proposition de loi, intitulée « Stop Soros Act », qui stipule que toutes les ONG qui soutiennent « l'immigration clandestine » doivent être enregistrées. Celles qui reçoivent de l'argent de l'étranger doivent en outre s'acquitter d'une taxe de 25 % sur ces financements.

Source : [Libération \(15 mai\)](#)

C'est peut-être le début de la fin pour les activités subversives de la Fondation du milliardaire d'origine hongroise Georges Soros, en Hongrie et plus généralement dans toute l'Europe.

Pollution automobile : des villes attaquent la Commission européenne en justice

Paris, Madrid et Bruxelles comptent faire annuler le règlement européen n° 2016/646 portant sur les émissions d'azote des véhicules Diesel, qu'elles jugent trop laxiste par rapport aux constructeurs automobiles.



Trump veut que l'Europe paie plus cher les médicaments

Les marges sur les médicaments vendus aux États-Unis seraient ainsi quatre fois supérieures à ce qu'elles sont dans les pays qui mènent une politique de contrôle des prix, comme en Europe ou au Japon. Les États-Unis comptent faire pression sur les pays étrangers pour qu'ils assouplissent leur politique de contrôle des prix, afin que les laboratoires réduisent leurs marges ux États-Unis.

Source : [les Échos \(11 mai\)](#)

L'empire américain cherche à faire payer ses vassaux. Notre indépendance passe par le Frexit.

Gaza

Syrie - Gaza : le scandaleux deux poids, deux mesures, des diplomaties françaises et européennes

À un mois d'intervalle, deux crises au Proche-Orient, l'une en Syrie et l'autre à Gaza, viennent d'illustrer le scandaleux « deux poids, deux mesures » de la diplomatie française. Une différence de traitement tellement indécente qu'elle explique la dégradation de l'image de la France dans tout le Proche et le Moyen-Orient. Notre pays montre désormais un tel parti pris que cela ne peut avoir pour conséquence que d'accroître le risque d'actes terroristes sur le sol national.

Source : [UPR \(15 mai\)](#)

Entretien d'actualité n° 62, première partie et 2e partie, du 18 mai 2018

L'entretien couvre des sujets complémentaires à la revue de presse.

[La 1re partie](#) traite de la crise à Gaza et du rôle de l'ONU.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
[La 2e partie traite](#) de l'accord sur le nucléaire iranien, de l'incertitude sur le sommet Trump-Kim Jung Un, des privatisations rampantes de la SNCF et d'Air France, de la situation politique italienne, de la crise de l'euro, du mariage du Prince Harry, du jugement sur l'affaire Cahuzac et de la lettre de Hollande en faveur de l'ancien président brésilien Lula.

Irlande : la mairie de Dublin hisse le drapeau palestinien en « signe de solidarité »

Le conseil du comté de Sligo, sur la côte occidentale de l'Irlande, a également voté pour un projet similaire. Dans une lettre adressée aux conseillers avant le vote, l'ambassadeur d'Israël a en revanche déclaré que le déploiement du drapeau palestinien entraînerait « *de graves conséquences politiques* ».

Source : [RT \(9 mai\)](#)

Anne Hidalgo, qui nous a habitués aux allumages sélectifs de la tour Eiffel, n'a pas choisi de l'illuminer aux couleurs de la Palestine pour protester contre ce carnage.



Iran

Face aux sanctions américaines, l'Allemagne s'insurge, la France renonce

Peter Altmeier, ministre de l'Économie allemand : « *En déclarant "l'Amérique d'abord" et en plaçant leurs intérêts économiques avant ceux des autres, les États-Unis doivent s'attendre à une riposte de l'Europe.* » Emmanuel Macron : « *Notre intérêt premier n'est pas un intérêt commercial ou d'entreprises, [...] il est d'assurer la stabilité.* »

Source : [RT \(18 mai\)](#)

Quand bien même les enjeux économiques sont de premier ordre pour les entreprises françaises, Macron continue de jouer la carpe et d'abandonner la défense des intérêts nationaux.

Des échanges avec l'Iran en euros ?

Pour contourner les sanctions des États-Unis, le pétrole iranien pourrait être payé en euros plutôt qu'en dollars.

Source : [Euronews \(16 mai\)](#)

Les dirigeants de l'UE vont montrer une résistance de façade mais qui cache difficilement [leur impuissance](#) à se déprendre de décennies de soumission à l'empire.

L'Iran signe un accord pétrolier avec une entreprise britannique alors que Total quitte l'accord

Téhéran a signé un accord avec un consortium britannique afin de développer le domaine pétrolier juste après que l'entreprise française Total a annoncé le retrait de son projet gazier en Iran.

Source : [Sputnik \(17 mai\)](#)

L'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) était signé sans l'UE. L'UE déclare qu'elle ne pourra pas faire grand-chose contre les sanctions américaines, tandis que les Britanniques ont l'air de pouvoir y échapper. Quel est l'intérêt de l'UE ?



Le chinois CNPC prêt à remplacer Total en cas de retrait de ce dernier de l'Iran

Le pétrolier et gazier chinois CNPC envisage de reprendre les parts de Total dans un gisement gazier géant en Iran si le [groupe français quitte le pays](#) à la suite du rétablissement des sanctions américaines.

Source : [les Échos \(11 mai\)](#)

L'union économique menée par Moscou et l'Iran pose les bases d'une zone de libre échange

L'Union économique eurasiatique, alliance menée par Moscou et réunissant plusieurs anciennes républiques soviétiques, a signé jeudi un accord préliminaire en vue de la création d'une zone de libre échange avec l'Iran. Les entreprises russes devraient se trouver bien placées pour continuer le commerce avec l'Iran, d'autant que leurs concurrentes occidentales auront le plus grand mal désormais à poursuivre leurs activités malgré d'importants investissements.

Source : [Romandie \(17 mai\)](#)

Monde

Venezuela : à Caracas, le scrutin est fin prêt... les ingérences aussi

Le 20 mai a eu lieu l'élection présidentielle au Venezuela. Dans un climat de catastrophe économique, le président sortant, Nicolas Maduro, successeur de Hugo Chavez, était en lice contre Henri Falcón, les autres partis d'opposition ayant décidé de boycotter le scrutin. Les États-Unis ont dit ne pas vouloir rester les bras croisés devant le risque de dictature et d'oppression. L'Union européenne a emboîté le pas.

Source: [l'Humanité \(18 mai\)](#)

La situation de pénurie est savamment entretenue par une opposition de droite. Le président élu aura fort à faire pour assurer la sécurité alimentaire de sa population, lutter contre l'hyperinflation et utiliser ses ressources naturelles en pétrole pour remettre son pays sur les rails, alors que de nombreux voisins de la région souhaitent sa chute.

Skripal : l'ex-espion russe présumé empoisonné est sorti de l'hôpital

... et Vladimir Poutine lui souhaite une bonne santé !

Source : [France info \(18 mai\)](#)

Le Royaume-Uni avait condamné la Russie de manière expéditive, rejetant sur elle la responsabilité de l'empoisonnement, sans que des preuves soient présentées. Plusieurs pays occidentaux, dont la France, avaient ainsi expulsé des ambassadeurs russes en représailles. Le mystère reste toujours entier sur cette affaire mais personne n'a encore jamais vu le fameux Skripal et sa fille depuis qu'ils auraient été victimes d'une tentative d'empoisonnement.... Maintenant qu'il est remis sur pied, on attend qu'il réponde aux questions des journalistes !



Sergueï Skripal, lors de son procès à Moscou en 2006.

Des dizaines de militaires français auraient été arrêtés en Syrie

70 militaires français auraient été arrêtés par l'armée syrienne à un poste de contrôle dans la province de Hassaké. Plus tard, les Kurdes syriens seraient arrivés au poste et auraient confirmé que les Français les soutenaient. Ensuite, le convoi aurait pu se diriger vers Qamichli.

Source : [Sputnik \(17 mai\)](#)

Quelques jours après le bombardement de leur pays par la France, les Syriens ne se sont heureusement pas montrés rancuniers.

Trump fustige les membres de l'OTAN sur leurs contributions trop basses

Il va « s'occuper » des membres récalcitrants n'ayant pas porté leurs contributions à l'OTAN à 2 % du PIB.

Source : [EU Observer \(18 mai\)](#) - en anglais

L'OTAN, c'est la direction agressive des États-Unis visant à « un règne sans partage sur le monde » pour reprendre les mots de François Mitterrand rapportés dans le livre de Georges-Marc Benamou. Nous sommes inféodés à elle aussi par l'UE, en vertu de l'[article 42 du TUE](#).

Divers

Google : fronde des employés contre un projet pour le Pentagone

Plus de 3 000 employés ont signé une pétition pour que l'entreprise ne développe pas pour le Pentagone des outils d'intelligence artificielle qui pourraient permettre, à terme, à des drones de tuer sans intervention humaine. Certains ont même décidé de démissionner.

Source : [Clubic \(16 mai\)](#)

Les cartes de crédit, une mine d'or pour les annonceurs

Visa, MasterCard ou encore American Express revendent leurs données à des tiers pour mieux cibler leurs clients. Google affirme détenir les données de 70 % des cartes de crédit aux États-Unis et peut certifier à un annonceur que c'est la même personne ayant cliqué sur une annonce qui a ensuite réalisé un achat dans un magasin.

Source : [le Temps \(17 mai\)](#)

Comme le font d'autres pays, il faudrait que les données des citoyens ne puissent pas être exportées sans leur accord. L'UPR propose de protéger les données des Français en les hébergeant en France sauf accord contraire.



--

Vos retours et propositions d'articles sont les bienvenus sur selection_infos@upr.fr.

Pour changer les choses, nous vous invitons également à partager massivement cette revue de presse ! En pratique, nous vous proposons d'envoyer à toutes vos connaissances, dans un courriel : la photo à la une et son commentaire, suivis du lien sur cette revue de presse (l'utilisation de la copie cachée est recommandée). Vous pouvez aussi recevoir chaque semaine le courriel prêt à diffuser sur simple demande à selection_infos@upr.fr.

